

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LORS DU DÎNER OFFERT AU COLONEL DENIS SASSOU-NGUESSO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO, NOTAMMENT SUR LE CONFLIT DU TCHAD, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, LUNDI 9 FÉVRIER 1987.

9 FEBRUARY 1987 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président,

- Madame,

- En vous accueillant ce soir à l'Élysée, je souhaite d'abord vous dire combien nous sommes heureux de pouvoir vous exprimer l'amitié, l'estime et le respect que la France a pour le Congo, pour son Président et pour le peuple congolais.

- C'est peu que de dire la France et le Congo se connaissent bien. J'ai pu moi-même mesurer, lors de ma visite dans votre beau pays en 1982, par la chaleur de l'accueil et la vivacité des sentiments, l'ampleur et l'intimité des liens qui nous unissent.

- Comment pourrait-il en aller autrement puisque le Congo partage avec nous le souvenir de certaines heures, de grandes heures et parmi les plus graves de l'histoire de la France, et que de Brazzaville sont parties ces actions de courage et de fierté qui montraient, pour nous-mêmes, les chemins de la résistance et de l'honneur. Cette fraternité d'armes et de coeur reste vivace, et rien de ce qui touche désormais votre peuple ne nous est étranger.

- Sachant ce que l'histoire apporte, vous avez accepté, monsieur le Président, l'héritage, cet héritage qui nous est commun, tout en poursuivant la voie originale qui est la vôtre, qui correspond à l'attente de votre peuple. La France qui entend être le partenaire désintéressé de ceux qui lui accordent leur confiance, respecte ces choix.

- Je sais, monsieur le président, que votre action personnelle a été pour beaucoup dans l'approfondissement de nos relations. Votre participation aux conférences des Chefs d'Etat de France et d'Afrique, votre appel aux entreprises françaises pour la réalisation de votre développement, la part qu'elles ont déjà prise dans la mise en valeur de vos ressources, ont notablement enrichi nos relations, et vous savez que la convergence de nos positions, en particulier sur les problèmes de l'Afrique, est très grande.

- La dureté des temps, qui n'épargne personne, affecte profondément votre pays. Face à des variations de prix qui diminuent dramatiquement les ressources du Congo, vous avez choisi - avec un courage auquel je tiens à rendre hommage - la politique difficile qui vise à ajuster l'activité économique tout en préservant la paix sociale. Sachez que la France, compagnon des beaux jours et de ceux qui le sont moins, apporte son appui sans réserve à votre démarche.

Vous avez aussi agi, monsieur le Président, avec cette nature, cette vision d'homme d'Etat qui a naturellement amené vos pairs à vous porter à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine. Vous assumez actuellement cette lourde charge, au moment où votre continent supporte le fléau injuste de la crise économique et financière plus qu'aucun autre, à quoi s'ajoute la blessure, toujours ouverte, de nombreuses guerres et de nombreux conflits.

- Soucieux d'inscrire votre action dans la continuité de celle engagée par votre prédécesseur, le Président Diouf, vous avez mis l'accent sur la nécessité pour les Etats africains de faire face à la crise, en recherchant la mise en oeuvre des orientations arrêtées et non toujours suivies par la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies, et de faire - au nom de votre peuple - l'effort nécessaire pour ajuster les plans nationaux de développement au programme prioritaire de redressement de l'OUA. Cela a été notamment l'objet du comité directeur permanent de l'Organisation qui s'est tenu précisément à Brazzaville, à votre initiative, en décembre.

- Et je le répète, la France soutient votre action. Dans toutes les organisations internationales, elle fait entendre sa voix pour que la communauté des Nations prenne la mesure réelle de la situation de l'Afrique et fasse en sorte, par des réalisations et des initiatives nouvelles, d'y porter remède.

Il y a peu de temps, j'avais évoqué à Lomé le plan Marshall dont nous fêtons l'année prochaine le

40ème anniversaire. Bien entendu toute comparaison historique a ses limites, mais un certain parallèle s'impose car le moment est venu d'une mobilisation massive vers l'Afrique des ressources et des énergies des pays mieux nantis. J'espère que, grâce à nos efforts respectifs, à ceux de l'Europe et de l'OUA, ce message finira par être entendu. Et pourtant, nous le constatons au cours de notre conversation - celle que nous avons eue cet après-midi, que nous avons reprise pendant le dîner - on a le sentiment qu'au-delà des pétitions de principe, rien ne bouge.

- Depuis déjà des années, la France s'élève contre cette tendance des pays les plus riches à oublier que les termes de l'échange les intéressent tout autant que vos peuples et qu'ils ont en plus un devoir de solidarité que la France remplit, et dans ses relations bilatérales, et dans sa participation aux aides multilatérales. Non seulement notre pays n'a réduit aucune de ses aides, mais il les a accrues à l'inverse de la plupart des grands pays que je pourrais citer. Il nous faudra d'ici peu reprendre haut ce langage, car vous constatiez, comme je le constate moi-même, à quel point certains des plus grands pays tendent à se refermer sur eux-mêmes ou à préférer des accords préférentiels, bilatéraux, de caractère politique et stratégique, au devoir universel de solidarité.

- Nous y portons nos efforts et le gouvernement, moi-même, tous les Français qui sont dans des institutions internationales, nous nous efforçons en même temps de convaincre l'Europe qu'elle peut et qu'elle doit remplir un grand rôle, d'abord d'incitation, ensuite de mise en oeuvre.

Parmi les problèmes très préoccupant, comment ne pas faire une place à part à l'Afrique du Sud, à l'Afrique australe. Vous avez, avec quelle vigueur, monsieur le Président, dénoncé l'apartheid. Vous vous êtes fait l'interprète de l'Afrique tout entière - comme c'est votre devoir et votre conviction - devant une situation qui porte atteinte aux droits fondamentaux de l'humanité.

- Nous condamnons nous-mêmes ce système. On ne peut durablement instituer des classes de citoyens en raison de leur couleur ou de leur origine. Nous continuerons d'agir pour que là comme partout où cela se révélerait nécessaire, l'homme tout simplement soit rétabli dans sa dignité. Et nous ne cesserons pas de préconiser les mesures propres à mettre un terme à cette situation.

- D'autres pays de l'Afrique australe exigent notre attention. Je pense à ceux qui sont soumis à des ingérences extérieures, je pense en particulier à la Namibie, qui se trouve sous occupation, en violation du droit et des démarches des Nations unies, malgré les groupes de travail ou de contact créés à cet effet.

Vous parlerai-je du Tchad ! On le voit tous les jours, le problème central est celui de l'intégrité territoriale d'un pays africain. Vous avez dépensé des efforts considérables, vous-même ainsi que d'autres chefs d'Etat africains, pour que se réconcilient les frères tchadiens séparés, opposés, divisés, bien qu'on puisse considérer aujourd'hui que cette action a pratiquement atteint son terme.

- Comment ne pas voir que les opérations militaires qui se déroulent en ce moment dans la partie nord de ce pays, opposent les tchadiens qui y sont chez eux à des forces étrangères qui, elles, n'ont aucun titre à se trouver là ! Et cela pour la simple raison que le gouvernement légitime du Tchad - reconnu par l'ensemble de la communauté internationale et au premier rang par l'OUA - n'a pas appelé ces forces-là au Tchad et ne souhaite pas leur présence. Bien des parallèles infondés ont été établis. Il n'y a pas de comparaison à faire entre la présence militaire d'une armée d'occupation dans le nord du pays, et la situation de la France appelée par le gouvernement légitime à soutenir ses droits. Aucune comparaison, ni en droit, ni en fait, ne peut être établie. D'autant plus qu'il est facile de résumer la politique française : que les occupants s'en aillent, et, sans perdre un instant, les troupes françaises rentreront dans leur pays.

- La France n'a aucune ambition de ce type en Afrique. Nous ne cherchons à occuper aucune fraction de territoire, aucun territoire. La période coloniale est pour nous achevée depuis déjà longtemps. Nous ne cherchons pas de colonie. Pourquoi faut-il qu'un pays voisin du Tchad - cherche, lui, à établir sa propre colonie dans un pays qui mériterait plus de soin fraternel.

- De toutes façons, notre ambition est d'apporter, dans le respect des souverainetés, notre coopération. Nos partenaires nous l'ont demandé, nous avons dit oui et nous souhaiterions très vivement que cette affirmation cesse sur le -plan strictement militaire dès lors que le droit international serait respecté sur tous les points de territoire.

- Enfin, vous-même monsieur le Président, vous y avez exercé beaucoup de patience, de ténacité, de talent vous y apportez votre sens des réalités, vous avez offert votre personne et votre capitale pour

lément, vous y apportez votre sens des réalités, vous avez offert votre personne et votre capitale pour faciliter les échanges. Vous êtes reconnu comme l'un des responsables éminents de l'Afrique contemporaine, nous ne pouvons que souhaiter que vous puissiez contribuer à mener à bien le retour à la paix, c'est-à-dire à l'intégrité et à l'indépendance du Tchad.\

Le Président Houphouët-Boigny vous présentait récemment devant la presse internationale comme le personnalité africaine qui illustre le mieux la relève des anciens sages du continent. Permettez-moi de vous saluer à ce titre. J'y trouve des motifs de confiance pour l'avenir des Congolais, pour l'amitié du Congo et de la France. Au demeurant, sur nos relations ne place aucun nuage. Nos rapports ne cessent de connaître un développement que je crois remarquable s'il n'était freiné précisément par les difficultés - nous en avons aussi - que vous rencontrez. On se demande comment un pays comme le vôtre, dont le développement exige tant de soin, comment pourrait-il tenir des plans de développement de deux ans, trois ans, quatre ans ou cinq ans, dès lors que tout peut être renversé, inversé, détruit par un simple mouvement de la spéculation internationale ou par un jeu sur les monnaies. Cela n'est pas, ne relève pas de votre responsabilité, et il est en effet exaspérant, révoltant, qu'un peuple puisse être ainsi soumis à des décisions prises à des milliers de kilomètres de chez lui.

- Mais enfin pour ce qui touche à nos relations, nos échanges dans tous les domaines : culture, commerce, coopération connaissent une grande intensité. Vous souhaitez les accroître, nous y sommes disposés. Ici-même sont représentés par leurs dirigeants d'importantes entreprises, et je suis très heureux d'accueillir ces dirigeants ici ce soir. C'est très important pour nous tous. Je puis dire en leur nom - même si je ne les ai pas consultés, leur présence me suffit pour l'affirmer - qu'elles sont très désireuses de participer davantage encore à la mise en valeur de votre pays. Je souhaite que cette visite d'Etat soit l'occasion de multiplier, de diversifier encore les rapports et l'attachement dont j'ai parlé, qui existe depuis si longtemps encore nos deux pays.

- Mesdames et messieurs, j'ai dit le plaisir que nous éprouvions à recevoir le Président Sassou-Nguesso et vous, madame. Vous avez accompagné bien souvent votre mari dans les voyages qu'il fait à Paris, et qui n'ont pas toujours bien entendu cet aspect solennel, ce qui ajoute au charme de nos rencontres. Nous sommes pourrait-on dire - bien qu'il soit chef d'Etat depuis huit ans à la tête de son pays, il a à peine quarante-cinq ans - j'allais dire nous sommes quand même de vieux amis, et nous nous informons chaque fois avec le plus grand intérêt de ce qui se passe chez vous, comme nous nous intéressons à tout ce qui touche à vos personnes. Il me sera donc très aisé, mesdames et messieurs, de lever mon verre et de vous inviter à lever les vôtres, en l'honneur de nos amis, le Président de la République populaire du Congo et de Mme Sassou-Nguesso, de leur famille, des êtres qui leur sont chers, au peuple congolais tout entier, auquel nous lie l'amitié que j'ai évoquée et dont vous nous avez apporté, monsieur le Président, le témoignage renouvelé. C'est à votre bonheur personnel que je lève ce verre mais aussi à la prospérité de votre peuple, à l'amitié fidèle et chaleureuse entre nos deux pays, à la paix comme au progrès du Congo et de l'Afrique toute entière.

- Vive le Congo, vive la France.\